

sur le plan international. Quelle sera l'attitude de l'U.R.S.S. face aux attaques, directes ou indirectes, dont elle est l'objet ? Un rupture avec Cuba est improbable. Le moment choisi par le P.C. cubain pour lancer cette offensive n'est pas dû au hasard. L'U.R.S.S. est en proie à des difficultés nombreuses : avec le Vietnam, avec la Chine ; la cohésion est de plus en plus difficile à maintenir avec ses meilleurs alliés : l'établissement de relations diplomatiques entre la Roumanie et Bonn crée de nombreuses tensions ; et une fois de plus, la Conférence internationale des P.C. ne pourra certainement pas avoir lieu cette année.

Cuba, par contre, se trouve dans une position politique solide ; la troisième tendance est potentiellement une force : l'unité de vue avec le Vietnam est incontestable ; en Amérique latine, le mouvement révolutionnaire, après des moments difficiles, connaît un nouveau départ qui ne doit rien aux P.C., dont la plupart sont discrédités. Les menaces impérialistes contre Cuba se précisent : se joignant aux attaques du P.C. vénézuélien, le gouvernement Léoni accuse Cuba « de promouvoir le réveil du terrorisme dans ce pays ». « Il faut faire quelque chose contre Cuba », déclare le Président du Nicaragua. Des guérillas en Bolivie, et c'est Cuba que l'on accuse. Après la Conférence de Punta des Este (Sainte Alliance qui a réuni Johnson et les chefs d'Etats américains), une Conférence des ministres des Affaires étrangères doit avoir lieu pour lutter contre la « subversion castriste ». On peut être certain que sera fait le procès de Cuba. Mais toute la question est de savoir si la sentence pourra être exécutée...

Dans ces conditions, les P.C. latino-américains, qui craignent de perdre leurs forces les plus militantes, si des scissions analogues à celle du Vénézuéla se renouvellent, feront pression sur la direction soviétique « raisonnable », pour qu'elle tempère l'ardeur révolutionnaire de Cuba. Et il est clair pour tous que l'autonomie de La Havane est directement liée au développement de la révolution latino-américaine. D'ailleurs, la crise avec le P.C. vénézuélien a une dynamique propre : l'E.L.N. de Colombie a déclaré « justes et opportunes les positions adoptées par le gouvernement révolutionnaire de Cuba » et estime que « c'est un droit de la Révolution cubaine de démasquer ses détracteurs, même si ces derniers se dissimulent sous le nom d'un parti révolutionnaire ».

La lutte contre la bureaucratie

Cette évolution historique a une autre conséquence : elle a permis une maturation théorique très grande dans le P.C. cubain. Pour la première fois depuis la mort de Lénine, un parti communiste au pouvoir tente de donner une explication sérieuse du rôle de la bureaucratie pendant la période de transition au socialisme, de son origine, de sa fonction sociale et des moyens de la limiter. Citons seulement les passages suivants (Granma des 5 et 12 mars 1967, Ed. françaises) :

« Si le Parti ne gagne pas cette bataille contre la bureaucratie, le Parti finira par se bureaucratiser lui-même. Et un parti qui stagne est un parti qui pourrit. Et que se passe-t-il alors ? Que se passe-t-il si l'organisme du Parti s'asphyxie dans

» cette torpeur bureaucratique ? Une couche sociale » à part, dont l'ambition est de se perpétuer, se » consolide à l'administration et à la direction de » l'Etat, ainsi qu'à la direction politique, couche qui » s'éloigne de plus en plus des masses, qui se coupe » du travail fécond et productif et de ceux qui le » réalisent ; elle se transforme en un corps privilégié, incapable de faire progresser le peuple, incapable de faire développer la conscience du » peuple jusqu'à des niveaux supérieurs. »

Il existait bien sûr à Cuba des conditions objectives — dues au sous-développement du pays, en partie — favorables au développement de cette bureaucratie ; mais ce qui en a accentué le développement, c'est « l'introduction de certains systèmes administratifs et formes d'organisation empruntés à des pays du camp socialiste minés par la bureaucratie ».

Comment lutter contre cela ?

« ... La lutte contre la bureaucratie constitue » une véritable révolution dans la révolution, une » révolution qui n'a peut-être encore jamais été » réalisée ailleurs... La lutte sera longue, nous ne » pourrons relâcher notre vigilance un seul instant, » mais nous conjurerons le danger de l'instauration d'une couche à part dans notre société révolutionnaire... Pour y parvenir, il faut élever la » conscience de tout notre peuple. C'est seulement » grâce à une conscience élevée et approfondie des » jeunes cadres et des travailleurs en général que » nous pourrons gagner cette bataille décisive, c'est-à-dire que nous pourrons faire la révolution qui » n'a pas encore été faite : la révolution anti-bureaucratique. »

Ces déclarations représentent une évolution considérable : il y a seulement quelques mois, la bureaucratie ne représentait qu'une seule chose : la pléthore du personnel administratif, c'est-à-dire l'excès de bureaucrates...

Démagogie, disent certains. Soit. Qu'ils nous expliquent alors pourquoi cette forme de démagogie et à ce niveau théorique : il serait naïf de sous-estimer le danger que représenterait une telle « démagogie » pour une bureaucratie qui chercherait à s'affirmer.

La politique de Cuba, souvent empirique, a quelquefois suscité des doutes et des inquiétudes ; mais sa situation est pour le moins contradictoire ; face à la terrible menace que fait peser l'impérialisme, il s'agit de maintenir la permanence de la révolution avec l'aide du camp socialiste. C'est seulement après avoir compris la dialectique des problèmes qui se posent à Cuba de nos jours, que l'on peut juger la politique de la direction cubaine. Aujourd'hui, par son rôle en Amérique latine et dans le mouvement communiste, ses prises de position récentes, Cuba œuvre à la renaissance d'une avant-garde internationale.

J. SELLIER.

Publié dans *Avant-Garde Jeunesse*
N° 5 (avril-mai 1967)
Organe de la Jeunesse Communiste
Révolutionnaire.